

Lutte de classe

Gluckstein demande à Sarkozy de respecter son mandat. Mais que fait-il d'autre ?

Voici une réponse à l'éditorial du n°821 d'*Informations ouvrières* paru le 22 novembre 2007, intitulé *Le mandat*.

« (...) les cheminots, unis avec leurs syndicats, ont voté la reconduction de la grève sur un mandat stipulant : « Nous refusons le passage de 37,5 à 40 ans de cotisations. Nous refusons le système de décote, véritable double peine pour les salariés. Nous refusons l'indexation des pensions sur les prix. »

Et le gouvernement, faisant mine d'ignorer le motif de la grève, invite les syndicats à « négocier »... contre leur mandat ! »

Gluckstein n'essaierait-il pas de nous faire croire que les dirigeants syndicaux étaient prêts à respecter « leur mandat », qu'ils ont résisté autant qu'ils ont pu, et que pour rien au monde on aurait pu leur prêter l'intention de trahir les agents de l'Etat en grève ? Nous allons le vérifier.

Etaient-ils vraiment contre « leur mandat » ? Quel était réellement « leur mandat » ? Le « mandat » des dirigeants syndicaux était-il : maintien sans condition des 37,5 annuités, pas de discussions avec le gouvernement ou maintien des 37,5 annuités et discussion avec le gouvernement sur les autres points de son projet de loi ? Ce qui n'est pas la même chose.

Le gouvernement a-t-il « invité les syndicats à « négocier »... contre leur mandat ? ». Ce ne sont pas les « syndicats » qui discutent avec le gouvernement, mais les dirigeants syndicaux, nuance qu'ignore le PT¹.

Présenté de la sorte, pas vraiment ou pas exactement, puisque dirigeants syndicaux, direction des entreprises concernées et gouvernement avaient accepté de « négocier » le système de décote et la revalorisation des pensions bien avant le 14 novembre, seule la question du passage à 40 annuités faisait l'objet d'un consensus entre les différents acteurs de cette mauvaise mise en scène contre le « mandat ».

En réalité, les dirigeants syndicaux avaient déjà trahi les cheminots avant même le début de la grève, Thibault n'a fait qu'officialiser cette trahison. Une expression qui brûle apparemment les lèvres de Gluckstein au point de ne pas pouvoir la prononcer, il faut bien trouver des circonstances atténuantes aux dirigeants syndicaux, sans doute au nom de la défense des syndicats, entendez par là, la défense de l'indépendance des dirigeants syndicaux par rapport aux syndiqués..

Il n'était pas possible d'analyser et de comprendre le comportement des dirigeants syndicaux et la situation, dès lors que l'on séparait les réunions auxquelles ils avaient accepté de participer depuis de longues semaines avec le gouvernement sur la base de la remise en cause des 37,5 annuités, des appels qu'ils avaient lancés à poursuivre la grève (CGT, FO et SUD) qui étaient conformes à la décision des cheminots et des agents de la RATP réunis en assemblée générale. Le caractère contradictoire de ces deux positions n'a échappé à personne, les agents de la SNCF et de la RATP l'ont bien compris, mais sans pouvoir surmonter cet obstacle.

En nous mettant un instant dans la peau d'un cheminot qui a pu lire l'éditorial de Gluckstein au plus tôt le 23 novembre, sachant que le nombre de grévistes ne cessaient de diminuer de jour en jour, le nouveau coup porté par Thibault, la division, le déchaînement de la réaction contre les travailleurs en grève, etc., et ayant à l'esprit que le gouvernement ne céderait pas sur le maintien des 37,5 annuités dans l'état actuel de la situation, nous nous serions peut-être dit la même chose que la plupart des cheminots, que si nous pouvions obtenir un maximum de compensation de l'autre côté, c'est-à-dire sur l'ensemble des autres points inclus dans ce projet de loi, ce ne serait déjà pas si mal après tout. Les cheminots n'ont pas capitulé, ils ont été lâchés ou été trahis de partout. Pour contrer les dirigeants syndicaux, il aurait fallu que leurs assemblées générales se fédèrent au niveau national, qu'ils élisent leurs délégués et qu'ils se constituent en organe de décision souverain, intégrant ou non les délégués syndicaux face au gouvernement.

A en croire Gluckstein, nous aurions donc soutenu nos dirigeants syndicaux afin qu'ils obtiennent le maximum de la part du gouvernement, à partir de là, difficile de prétendre qu'ils n'ont pas respecté leur « mandat », ils en ont trahi une partie, la plus importante nous sommes bien d'accord, mais pas la totalité

puisqu'ils ont obtenu semble-t-il des *compensations* sur les autres points en question. Les braves dirigeants quand même !

En fait, quand Gluckstein a écrit son éditorial, pour lui la grève était déjà terminée, il fallait d'urgence passer à autre chose pour faire oublier la trahison des Thibault, Mailly, Chérèque et consorts sur l'essentiel. Les faits étant ce qu'ils sont, il n'est pas exagéré d'affirmer qu'à aucun moment le PT n'a aidé les cheminots et les agents de la RATP à se débarrasser des dirigeants syndicaux, autrement dit, à prendre eux-mêmes leur grève en mains.

D'ailleurs peut-on vraiment parler de trahison ? Gluckstein répond plus loin : « *La démocratie – qu'elle soit ouvrière, concernant le mandat des AG pour les négociations sur les retraites, ou politique sur le référendum – a toujours un point de départ et un seul : le mandat.* ».

Tiens, c'est étrange et moi qui pensais qu'il n'y avait rien à négocier entre les cheminots et le gouvernement sur les régimes spéciaux de retraite, je pensais que tous les autres points du projet de loi n'étaient que des conséquences du passage de 37,5 à 40 annuités.

Mais il y a pire encore, il accuse Sarkozy de ne pas respecter le mandat, sans doute un nouvel *impératif catégorique* qui conduit Gluckstein à demander à Sarkozy de respecter son mandat, je cite : « *Qui respecte le mandat respecte la démocratie. Qui le bafoue viole la démocratie.* ». De qui Gluckstein peut-il parler ici si ce n'est de Sarkozy ?

Ils doivent bien se marrer les représentants de la bourgeoisie quand ils lisent Gluckstein, et Sarkozy serait parfaitement à l'aise pour lui répondre qu'il a été élu sur un programme, qu'il le met en application, bref qu'il respecte à la lettre son mandat. La popularité de Sarkozy ne traduit pas le soutien dont bénéficierait son programme antisocial parmi les travailleurs, elle provient de sa détermination affichée, de son apparente sincérité et des efforts déployés par ses valets et les médias...

N'a-t-il pas martelé avant le 6 mai 2007 qu'il ferait tout pour faire adopter un nouveau traité européen le plus rapidement possible sans passer par un référendum s'il était élu ? Chacun savait pertinemment qu'il nous resservirait le même texte à peu de choses près. Il a donc respecter sa parole, son mandat, à Lisbonne.

Mieux encore, il a déjà expliqué à maintes reprises que le résultat du 29 mai 2005 ne correspondait pas réellement aux aspirations du *peuple français* qui est comme lui profondément convaincu de la nécessité de la construction européenne, et qu'il est ancré dans la tradition en France d'utiliser le référendum pour sanctionner la politique du gouvernement, etc., sans tenir compte de la question posée aux électeurs, par conséquence, les électeurs ne se sont pas exprimés sur la poursuite ou non de la construction européenne le 29 mai 2005, donc lui, Sarkozy, avec son traité de Lisbonne, il ne bafoue rien du tout, tout cela est une fable, etc.

Le « *mandat* », mais Sarkozy n'arrête pas de répéter sous toutes les coutures qu'il le respecte et qu'il le respectera jusqu'à la fin de sa législative - si par malheur pour nous, il parvenait à tenir cinq ans, on pourrait ajouter. Sarkozy est donc un démocrate exemplaire !

On mesure ici à travers le discours de Gluckstein, son impuissance et l'impasse où il mène les militants de son parti en se plaçant sur le même terrain que Sarkozy. Sarkozy répète presque chaque semaine depuis qu'il a été élu : je fais ce que je dis et je dis ce que je fais, il n'y a pas de contradictions, je ferai tout ce que j'ai dit avant d'être candidat et avant d'être élu, qui plus est, depuis que je suis Président de la République.

Autrement dit, le mandat, encore le mandat, rien que le mandat et vive la démocratie puisque c'est d'elle dont il s'agit !

Nous vivons une époque où les contradictions qui sont le produit de la survie du capitalisme sont en permanence exacerbées au point que chaque situation comporte son lot de paradoxes. Sarkozy voudrait bien liquider ce qui reste de démocratie dans ce pays, les syndicats et les partis se réclamant du mouvement ouvrier, mais comme il n'en a pas pour le moment les moyens, il est obligé de se réclamer de la démocratie pour mieux pouvoir passer ses lois antisociales, autan dire antidémocratiques, puisqu'elles s'attaquent aux droits sociaux élémentaires de la majorité de la population.

Ceci étant, nous sommes toujours en démocratie, plus précisément sous le joug de la démocratie bourgeoise puisque Gluckstein peut encore s'exprimer librement dans le journal de son parti, ce qui n'est pas le cas dans un pays comme l'Inde - la plus grande démocratie du monde paraît-il, où des journalistes sont régulièrement emprisonnés pour avoir seulement critiqué d'une façon un peu trop virulente à son goût le Chief minister d'un Etat, c'est notamment le cas au Tamil Nadu où j'habite.

Cette fixation sur le mandat est une mystification de la part de Gluckstein.

Que Gluckstein achoppe sur une question aussi élémentaire n'a finalement rien d'étonnant pour au moins deux raisons. N'allez surtout pas croire que Gluckstein ne comprend rien à la situation, ce serait commettre une terrible méprise, il sait parfaitement à quoi s'en tenir. Non, son discours ne sert qu'à justifier après coup la ligne politique opportuniste de son parti, la défense de la démocratie dans le cadre du régime en place et l'hypothétique rupture avec l'Union européenne, sorte de Sézanne ouvre-toi qui permettrait de satisfaire toutes nos revendications...

Personnellement je pense qu'il faudrait commencer par en finir avec le gouvernement d'union nationale UMP-PS, les institutions et la constitution de la Ve République, pilier du régime en place, pour rompre les liens avec l'ensemble des institutions liées au capital à l'échelle internationale, en entreprenant l'expropriation sans rachat ou indemnité des capitalistes qui remplissent des fonctions vitales dans le pays, ce qui inclut la restauration de l'ensemble des services publics dans l'état où ils étaient avant leur privatisation... Chacun a après tout le droit d'avoir ses propres opinions.

1- Sarkozy est le représentant des intérêts des classes dominantes dominées par le capitalisme financier. C'est leur mandat qu'il applique et pas autre chose.

Les dirigeants du PT n'ont jamais analysé l'élection de Sarkozy à sa juste valeur, tout du moins publiquement, ils ont prétendu qu'il avait su inspirer la confiance y compris à de larges couches du prolétariat, alors que j'ai toujours expliqué que Sarkozy n'avait jamais été autre chose que le candidat de la jet-set, des rentiers et de l'aristocratie financières, autrement dit, il n'y avait pas lieu d'accorder davantage d'importance à son élection.

Tandis que je m'appuie sur les couches les plus avancées du prolétariat, le PT s'appuie sur les plus arriérées, la petite bourgeoisie et l'aristocratie ouvrière.

La mobilisation du prolétariat, des étudiants et des lycéens depuis le milieu du mois d'octobre, soit à peine cinq mois et demi plus tard, confirme amplement la justesse de mon analyse. J'avais également prévu cette mobilisation au moins six mois avant le premier tour des présidentielles. Je me souviens avoir écrit à plusieurs reprises, qu'il vaudrait mieux pour notre classe que Sarkozy soit élu plutôt que Royal pour accélérer le cours des événements, car sachant qu'il était littéralement haï par une majorité de travailleurs et de jeunes, par la totalité des militants ouvriers, dès qu'il sortirait ses projets de loi scélérats, il ferait l'unanimité contre lui et il pourrait déclencher par sa maladresse et son impatience légendaire nourrie par l'amplification des contradictions du capitalisme, une explosion sociale. Une fois passée la période des vacances d'été, nous y sommes. Et c'est pour moi un soulagement, comme pour tous les camarades de constater que la classe se mobilise.

Si je ne me trompe pas, vous ne trouverez pas un seul article ou tract du PT où il est écrit que Sarkozy est illégitime, plus précisément, que son mandat est illégitime. Vous pensez bien, cela poserait la question de la légitimité de la constitution et des institutions, impensable pour Gluckstein, vaut mieux faire diversion et parler d'autre chose, par exemple du rôle de l'Union européenne. Nous y venons. Vous aurez constaté que je ne fais pas partie des militants qui fuient la discussion et la confrontation des idées, bien au contraire, c'est ce qui nourrit ma réflexion.

2- L'Union européenne qui représente les intérêts du capitalisme mondial, n'a pas d'autre mandat en France que celui que lui confère la constitution de la Ve République. Retirez l'article 5 et 52 de la constitution, et les liens entre l'Etat (bourgeois)et l'Union européenne sont rompus. Qui peut le nier ?

La seconde raison réside dans le fait que le PT a été le seul parti en France (à ma connaissance) à avoir refusé de reconnaître que le non du 29 mai 2005 avait exprimé avant tout le rejet de la politique du gouvernement Chirac, pour ne pas avoir à engager le combat précisément contre Chirac et les institutions de la Ve République, d'après le PT, les électeurs avaient plutôt rejeté l'Union européenne. Ils ont toujours interprété le 29 mai 2005 comme le rejet de l'Union européenne parce qu'ainsi se trouvait soi-disant justifiée leur ligne politique de rupture avec l'Union européenne. Ajoutons que ce tour de passe-passe a permis entre autres au PT de rencontrer sinon Sarkozy absent, son conseiller **après** le 29 mai 2005, foulant aux pieds justement le précieux mandat dont Gluckstein nous rebat les oreilles, sans parler de la visite de son compère Schivardi à la Commission européenne à Bruxelles. Il faut bien avouer qu'en matière de démocratie Gluckstein en connaît un rayon !

Dans *Informations ouvrières*, mais aussi dans des blogs où interviennent des militants du PT, ils sont prolixes pour rappeler le contenu de l'article 87 de la constitution de la Ve République consacré aux pouvoirs de l'Union européenne octroyés justement par la dite constitution (cet article est une lame à double tranchant, mais ceux qui l'emploient ne l'ont pas remarqué !), mais ils passent soigneusement sous silence l'article 5 consacré au rôle prédominant du Président de la République : *Il est le garant de l'indépendance nationale, de l'intégrité du territoire et du respect des traités*, et surtout l'article 52 titre VI consacré aux traités et accords internationaux : *Le Président de la République négocie et ratifie les traités*.

Cela m'amène à dire qu'à partir du moment où l'on ne remet pas en cause la légitimité de Sarkozy qui repose uniquement sur la constitution bonapartiste de la Ve République au service des classes dominantes, il est impossible de lui reprocher de ne pas respecter son mandat ou la démocratie pour reprendre la formule de Gluckstein. Sarkozy a parfaitement compris les pouvoirs que lui octroie la constitution bonapartiste, donc il en use et abuse à souhait. Il a autant de pouvoir que le général (ex-général depuis le 28 novembre) Musharraf au Pakistan.

De la même manière il est impossible au PT de s'opposer efficacement à l'Union européenne ou de proposer la moindre perspective politique à partir du moment où ses dirigeants refusent d'admettre l'existence de l'article 52 de la constitution, puisque c'est uniquement à partir de cet article que les traités européens peuvent voir le jour. Les articles 5 et 52 sont les seuls liens entre la France et l'Union européenne pour employer une tournure familière à la bourgeoisie et ses valets. Gluckstein ne peut pas faire appel à ces articles, car toute sa stratégie politique serait frappée immédiatement de nullité, le mandat de l'UE reposant exclusivement sur ces articles de la constitution française. En résumé, demander ou exiger indirectement que Sarkozy respecte le mandat, cela revient explicitement à lui demander de respecter la constitution de la Ve République et rien d'autre.

Tout n'a pas été dit sur le référendum du 29 mai 2005.

Le référendum du 29 mai 2005 était en réalité sur le plan constitutionnel une formidable tromperie, car le Président de la République par les pouvoirs que lui octroie la constitution, conservait la possibilité de respecter ou non le résultat des urnes. Chirac aurait très pu signer le traité constitutionnel européen malgré le rejet par 54% des électeurs **tout en respectant la constitution**, eh oui !

Il est écrit à l'article 3 : *La souveraineté nationale appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants et par la voie du référendum.*

Aucune section du peuple ni aucun individu ne peut s'en attribuer l'exercice.

Deux commentaires rapidement.

D'une part, le Président de la République est le seul *représentant du peuple* qui détient le pouvoir de décider l'organisation d'un référendum.

D'autre part, si *aucune section du peuple ne peut s'attribuer l'exercice de la souveraineté nationale*, cela signifie que 54% d'électeurs n'ont pas plus de pouvoir qu'un seul pour décider de l'avenir du pays, à l'exception du chef de l'Etat qui lui est *le garant de l'indépendance nationale* (article 5) et peut la brader comme il l'entend, et la boucle est bouclée. C'est le caractère bonapartiste (et antidémocratique) tout puissant de la constitution qui ressort ici et qui s'impose à tous les travailleurs, donc qu'il faut combattre directement au lieu de s'en détourner du côté de Bruxelles.

En conclusion.

Le seul mandat que respecte Sarkozy, c'est celui qui découle de l'existence de la constitution de la Ve République.

Sarkozy n'a pas d'autre mandat que celui que lui ont confié les dirigeants des classes dominantes pour les intérêts desquels la constitution bonapartiste de la Ve République a été rédigée.

Le seul mandat dont peut se réclamer l'Union européenne en France repose sur l'existence de la constitution de la Ve République.

Alors qu'une seconde fois en moins de trois ans, la question de la constitution est à l'ordre du jour avec le traité de Lisbonne, je me demande si elle ne va pas passer à la trappe comme en 2005. Tous les efforts que vont déployer les uns et les autres pour qu'ils en soit ainsi peuvent d'ores et déjà s'interpréter comme la volonté délibérée de ne pas poser la question du pouvoir politique dans ce pays, autrement dit de ne pas remettre en cause le régime en place.

Alors que Sarkozy endosse de plus en plus ouvertement la posture du dictateur inflexible et provocateur, Gluckstein nous chante les louanges de la démocratie. Or la seule arme dont dispose le prolétariat pour affronter et vaincre la dictature (rampante), pour faire triompher la démocratie ou qu'elle puisse s'épanouir, c'est la révolution prolétarienne. Ce qu'avait parfaitement compris Lénine face à l'autocrate tout puissant, Nicolas II.

Rappelons encore pour les amnésiques, pour ceux qui ne le sauraient pas, ou encore pour ceux qui ont oublié les enseignements de Trotsky (Leçons de la révolution espagnole), que pour liquider la révolution espagnole, diviser et désarmer théoriquement son avant-garde, livrer le prolétariat au bourreau Franco, les

staliniens n'avaient rien trouvé de mieux que d'opposer la démocratie à la dictature qui allait sonner le glas de la terrible défaite de la révolution, en s'appuyant sur une frange (inexistante) de la bourgeoisie et la petite bourgeoisie largement représentée dans le camp des républicains et des démocrates, qui allaient capituler et finalement soutenir Franco.

Entretenir l'illusion que la démocratie pourrait être instaurée ou rétablie sans que le prolétariat se soit emparé au préalable du pouvoir est criminel à l'époque de l'impérialisme stade suprême du capitalisme. On aurait pu aussi se référer au combat des bolcheviks pour la démocratie qui était inséparable de celui qu'ils menaient pour en finir avec le régime, ce qui n'est pas le cas du PT loin s'en faut.

Lénine, pas plus que Trotsky, n'a jamais eu l'intention de laisser la bourgeoisie russe profiter des avancées démocratiques conquises sur le régime semi féodal de Nicolas II pour qu'elle puisse s'emparer du pouvoir, contrairement aux mencheviks et socialistes révolutionnaires. Au contraire, chaque conquête démocratique servait de point d'appui pour amplifier la mobilisation contre le régime afin de l'affaiblir davantage et de préparer dans les meilleures conditions possibles la prise du pouvoir. Répétons-le encore une fois, à chaque étape le combat de Lénine pour la démocratie fut indissociable de son combat pour la prise du pouvoir, son seul et unique objectif.

Le combat pour la démocratie n'a pas pour objectif de nous permettre de vivre mieux en régime capitalisme, c'est le point de vue de Gluckstein et de tous les réformistes, il a pour seul objectif de préparer le terrain à la révolution prolétarienne, au socialisme, c'est la position des militants révolutionnaires qui inscrivent leur combat dans la continuité de celui de Lénine et Trotsky.

Le seul mandat qui nous intéresse, c'est celui du militant révolutionnaire qui combat pour en finir avec le régime en s'appuyant à chaque étape de la lutte de classe sur les couches les plus déterminées du prolétariat afin de construire le parti indispensable pour vaincre. Se placer sur un autre terrain, revient à se placer sur le même terrain que nos ennemis, c'est s'écarter de l'objectif que nous nous sommes fixés ou l'abandonner.

Vous avez peut-être lu quelque part que la détermination de Lénine était comme la corde d'un arc tendu vers son objectif que rien n'aurait pu détourner, et bien, les Lambert, Gluckstein et bien d'autres dirigeants, n'ont jamais compris ce que cela signifiait, simple constat. Il ne s'agissait pas de la description d'un trait de la personnalité de Lénine, mais de sa méthode pour construire le parti et finalement vaincre.

Quand des responsables d'autres formations politiques expliquent, qu'il aurait été aberrant de donner comme perspective politique aux cheminots un « *gouvernement des travailleurs* », formule qui se discute d'ailleurs, présenté de cette manière aurait été sans doute maladroit. Etant donné que dans le même temps ces responsables politiques ne proposent absolument aucune autre perspective politique, cela voudrait-il dire qu'il serait dorénavant impossible de poser la question du pouvoir politique dans ce pays, sous prétexte qu'il n'existe pas de parti révolutionnaire, par exemple ?

Je pense au contraire, quelle que soit la situation politique et le niveau de conscience politique du prolétariat, pour construire le parti, qu'il est impératif d'expliquer aux travailleurs et jeunes, et d'écrire évidemment, que nous combattons pour en finir avec ce régime et pour prendre le pouvoir, car sans objectif clairement défini, sans témoigner notre détermination sans faille à mener ce combat à mort pour atteindre cet objectif, comment convaincre les éléments les plus déterminés du prolétariat de nous rejoindre, n'est-ce pas la meilleure preuve que l'on puisse leur apporter que nous ne dévierons jamais de l'objectif que nous nous sommes fixés ?

On peut comprendre que les travailleurs soient perplexes, lorsqu'on leur parle de l'abolition de la propriété privée des moyens de production, de contrôle ouvrier ou de nationalisations, etc., lorsque dans le même temps on oublie de leur expliquer que nous devons prendre au préalable le pouvoir pour pouvoir ensuite mettre en œuvre ce programme, et que pour renverser les institutions en place et parvenir au pouvoir il faut d'abord, tout de suite, maintenant, commencer par construire un parti révolutionnaire. Ils peuvent comprendre plus ou moins qu'il faut en finir avec le capitalisme, mais ils ne se sentent pas concernés au point de s'impliquer dans ce combat, puisqu'ils ont plutôt l'impression qu'il devrait se dérouler sans eux, et leur réaction est tout à fait normale ou légitime, puisqu'on ne se donne pas la peine de leur expliquer le rôle et la responsabilité qui repose sur leurs épaules dans ce processus, et que sans leur engagement politique et leur mobilisation, aucun changement politique ne se produira. Le problème finalement, c'est qu'aucun parti ne combat dans cette perspective, voilà tout, ceci explique cela.

A l'heure où tous les dirigeants se livrent à des manœuvres pour sauver leur appareil et soutenir à leur manière le régime, quand ils emploient le double langage à longueur de temps, quand ils se font un malin plaisir à mélanger les genres, au PT, des *trotskistes* s'encanaillent avec des républicains, des démocrates, des soi-disant socialistes du genre Schivardi qui craint comme son ombre la révolution, c'est lui qui l'a dit, je n'invente rien, à la LCR, des *révolutionnaires* et des *trotskistes* s'allient avec des écologistes, des féministes

petits bourgeois, ou encore des soi-disant anticapitalistes genre altermondialistes, chacun a compris ou non, je n'en sais rien, que cette opération au lieu de permettre de clarifier la situation contribue au contraire à l'embrouiller davantage, afin de justifier leur politique opportuniste qui consiste à ravalier la lutte de classe du prolétariat au niveau du réformiste, abandonnant du même coup ou s'éloignant un peu plus chaque jour de l'objectif de la prise du pouvoir par le prolétariat, qui ne figure nulle part dans la politique qu'ils mettent en œuvre quotidiennement.

Je ne suis dirigeant d'aucun parti comme vous le savez, si c'était le cas, lorsque l'on me poserait la question : pourquoi combattez-vous ? Je répondrais systématiquement : pour en finir avec le régime et prendre le pouvoir au nom du prolétariat, tout le reste est secondaire. Ce fut la méthode de Lénine reprise ensuite par Trotsky.

J'ai aussi remarqué qu'il y avait apparemment davantage de militants et de dirigeants qui se réclamaient du trotskisme que du léninisme. Vous me direz que c'est normal, ils respectent la chronologie de l'histoire du mouvement ouvrier. Je ne suis pas certains que cela soit la bonne réponse, car Trotsky n'a pas été un homme de parti à proprement parlé, ce qui n'est pas une critique de ma part, puisqu'il a rejoint le parti bolchevik au bon moment et qu'il a défendu son héritage jusqu'à son assassinat par Staline le 20 août 1940.

Personnellement, si je devais endosser une étiquette, je choisirais celle de léniniste parce que Lénine avait placé le parti au centre de son combat et que sans le parti bolchevik, le prolétariat russe n'aurait jamais vaincu. Or il se trouve que la question du parti est justement la question déterminante que nous ne parvenons pas à régler depuis un siècle. A mon avis, être léniniste à notre époque, c'est subordonner toute l'activité des militants révolutionnaires à cette question pour enfin pouvoir la résoudre, car, camarades, nous savons tous qu'elle est la question qui détermine toutes les autres, Trotsky l'avait très justement souligné dans le Programme de transition, comme quoi il avait parfaitement assimilé le bolchevisme qui se confond avec le léninisme.

A quoi bon s'acharner à définir une ligne politique si elle n'a pas pour axe la construction du parti ? Nous n'avons pas un mandat syndical à remplir, nous n'avons pas davantage un mandat de démocrate ou de républicain à honorer, nous avons avant tout un mandat de militants révolutionnaires ou communistes à respecter.

Sur la question du gouvernement ouvrier. Un rappel qui a valeur d'exemple à ne pas suivre ou reproduire.

Lorsque j'ai rejoint l'OCI à la fin des années 70, je pensais rejoindre une organisation combattant pour renverser le régime que je haïssais. On m'a alors expliqué que j'avais frappé à la bonne porte. Après, j'ai compris et admis qu'il était nécessaire de passer par un gouvernement PS-PCF, qu'ensuite les masses s'en détourneraient pour se tourner vers nous. Depuis je pense que c'était une erreur phénoménale. Pourquoi ? Parce qu'avant le 10 mai 81, nous n'avions pas d'autre programme que le *Programme de transition*, lorsque nous recrutions un travailleur, c'était dans la perspective de la révolution prolétarienne, le soutien au PS était en principe assorti de réserves. Après qu'une majorité de députés a été élue à l'Assemblée nationale et au cours des années qui ont suivi (j'avais alors quitté l'OCI), la direction de l'OCI, puis du PCI, a abandonné le combat pour la révolution prolétarienne et capitulé devant le PS et le PCF en leur demandant de respecter leur mandat, eh oui, dès cette époque il entonnait déjà ce refrain. Finalement, nous n'avons fait que faciliter la vie de la bourgeoisie en prônant le remplacement d'un gouvernement bourgeois par un autre dont la forme était mieux adaptée à la situation du point de vue de ses intérêts. Nous avons agi comme de vulgaires réformistes. Comment s'y sont-ils pris ?

Au lieu d'engager le combat directement contre le gouvernement de front populaire PS-PCF-MRG (PRG) en expliquant aux travailleurs : vous avez porté au pouvoir le PS et le PCF, des partis qui parlent au nom des travailleurs et se réclament du socialisme, maintenant vous pouvez constater quotidiennement que rien n'a changé depuis le départ de Giscard, ces partis ont trahi les espoirs que vous aviez pu mettre en eux, ils sont dans le camp de nos ennemis, vous n'avez absolument rien à en attendre, nous, nous construisons un véritable parti ouvrier qui a pour seul objectif de prendre le pouvoir afin de changer réellement les bases économiques de la société, condition indispensable pour pouvoir satisfaire toutes nos revendications. Le PS et le PCF ne veulent pas s'attaquer aux fondements du capitalisme et ils ne s'y attaqueront jamais, nous nous le ferons dès que nous serons au pouvoir, rejoignez notre combat... Au lieu de cette orientation révolutionnaire, Lambert et Gluckstein ont alimenté les illusions des travailleurs et des militants dans le PS et le PCF en leur faisant croire qu'ils pourraient changer de politique un jour indéterminé. Vous connaissez la suite.

En résumé, la direction de l'OCI a combattu pour porter au pouvoir un gouvernement PS-PCF, ensuite elle l'a soutenu, au lieu de combattre pour un gouvernement ouvrier qui ne pouvait être qu'un gouvernement dirigé par des militants révolutionnaires. Ils se sont détournés de cet objectif avant 81, puis ils l'ont

abandonné après. S'ils avaient construit leur orientation politique à partir de la place irremplaçable que doit tenir le parti dans la lutte de classe, qui plus est pendant la révolution prolétarienne, l'organisation qui comptait entre 5 000 et 6 000 militants à l'époque se serait renforcée et développée sur des bases saines, ce qui nécessitait une lutte sans compromis contre le PS et le PCF, sans doute que nous ne serions pas là à nous morfondre sur l'absence du parti, en 2007.

L'erreur phénoménale dont j'ai parlé plus haut, provient du fait que les dirigeants de l'OCI-PCI (qui dirigent le PT) ont confondu (admettons qu'ils aient été sincères pour ma démonstration) le mot d'ordre de gouvernement des partis ouvriers sans ministre bourgeois pouvant correspondre à une situation de crise révolutionnaire ouverte, comme en février 1917 en Russie, avec la situation de 1981 en France qui n'avait rien de révolutionnaire ; le PS et le PCF n'ont pas été portés au pouvoir par la mobilisation révolutionnaire des masses, elles n'ont pas chassé Giscard, il a été écarté du pouvoir à l'issue d'un processus électoral se déroulant sous les auspices et dans le cadre des institutions de la Ve République, rien à voir avec le processus de la révolution russe de février 1917 qui avait chassé le tsar et porté au pouvoir un gouvernement de front populaire auquel participaient les menchevik et les socialistes révolutionnaires.

Quelle a été la position de Lénine face au gouvernement Kerenski : Il faut exiger le départ des dix ministres capitalistes, si les mencheviks et les socialistes révolutionnaires ne veulent pas le faire, nous, nous le ferons, non pas en participant à ce gouvernement, mais en prenant le pouvoir, et c'est ce qu'il a fait avec le parti bolchevik. Vous saisissez la nuance ?

Aujourd'hui, le PT a abandonné le mot d'ordre de gouvernement PS-PCF sans ministre capitaliste, il l'a remplacé par l'Assemblée constituante souveraine. Qu'a fait Lénine après la prise du pouvoir ? Il a liquidé l'Assemblée constituante dans laquelle les partis bourgeois étaient représentés et qui s'opposaient aux organes de pouvoir dont s'était doté le prolétariat, les soviets, tandis que le gouvernement bolchevik dirigeait provisoirement le pays au nom du prolétariat en s'appuyant sur les soviets, le PT propose de faire exactement l'inverse.

Ce mot d'ordre d'Assemblée constituante qualifiée de souveraine ou non, ne repose sur aucune réalité tangible, sur aucun enseignement de la lutte de classe du prolétariat à l'échelle internationale aussi loin qu'on remonte dans le temps, sauf peut-être à confondre révolution prolétarienne et révolution bourgeoise, dans ce cas là je laisse le soin à Gluckstein de décider lui-même s'il veut se faire couper la tête comme Danton et Robespierre, personnellement, je ne me dispose pas dans cette tragique perspective personnelle, y compris en premier lieu pour le prolétariat.

Certes l'histoire ne se répète pas exactement de la même manière, ce mot d'ordre se justifiera peut-être à un moment donné, on ne peut pas écarter cette hypothèse, mais il ne peut pas constituer un objectif, pas plus que le gouvernement PS-PCF hier ou une autre formule du même genre, puisque nous savons que le prolétariat ne vaincra pas si le parti révolutionnaire n'existe pas, s'il demeure à l'état embryonnaire ou s'il n'est pas en mesure d'emporter la confiance de la majorité du prolétariat, s'il n'est pas en position de prendre lui-même le pouvoir entre ses mains. Autrement dit, si le développement du processus révolutionnaire repose essentiellement sur la mobilisation des masses, c'est uniquement le parti qui permettra de l'achever par la prise du pouvoir (qu'il faudra renforcer et conserver). Pourquoi devrions-nous le passer sous silence ? Parce que les travailleurs feraient un amalgame avec le stalinisme et penseraient automatiquement que nous voulons instituer en réalité une dictature similaire à celle qui a existé en URSS à partir du milieu des années 20 ou dans d'autres pays du monde ?

Cet argument peut être balayé facilement en répondant à une seule question : qui dirige le pays aujourd'hui contre les intérêts du prolétariat et sa jeunesse ? Des partis : l'UMP, le Parti radical, le Nouveau centre, le PS, auxquels on peut ajouter le Modem, le MRC, le PRG, les Verts, le PCF à travers des commissions parlementaires, des comités mis en place par Sarkozy et d'autres organismes qui remplissent un rôle institutionnel ou sont directement rattachés aux institutions de la Ve République. En face, il reste le PT, la LCR, LO. Ces partis où ceux qui vont les remplacer prochainement pour ce qui est du PT et de la LCR (qui fusionnera peut-être avec LO ?) seront amenés à remplir une fonction déterminante au cours de la révolution, à condition bien sûr qu'ils aient pour objectif de renverser le régime en place, si tel était le cas, admettons-le le temps de cette démonstration, il est évident que ces trois partis seraient appelés à former et à participer au premier gouvernement ouvrier révolutionnaire provisoire, de la même manière que plusieurs partis bourgeois ou liés à la bourgeoisie participent aujourd'hui au pouvoir en place. Si maintenant il ne reste qu'un seul parti défendant la révolution prolétarienne, il devra assumer seul le pouvoir dans un premier temps. Dans le cas contraire devrait-il abdiquer pour céder la place à la bourgeoisie ?

En octobre 1917 en Russie, des dirigeants issus du parti bolchevik, menchevik, socialiste révolutionnaire et des anarchistes gagnés à la révolution, participaient au gouvernement. Le gouvernement était dirigé par la fraction la plus importante qui avait joué un rôle déterminant au cours de la révolution, la fraction bolchevik,

quoi de plus normal, elle était la plus à même de définir une stratégie correcte pour vaincre définitivement les forces coalisées de la réaction.

Alors que la bourgeoisie s'est rangée comme un seul homme derrière Sarkozy et l'UMP, qu'elle a constitué une coalition de tous les partis bourgeois ou liés à la bourgeoisie pour affronter le prolétariat, celui-ci devrait s'interdire de faire de même pour en finir avec le régime, puis pour gouverner le pays ? De quel droit ? Seule la défense du régime en place permet de justifier une telle prétention.

Si nous conservons en permanence à l'esprit notre seul objectif, nous savons pertinemment que le premier gouvernement ouvrier provisoire sera dirigé par le parti que nous aurons construit et qui aura porté le prolétariat au pouvoir au cours de sa mobilisation révolutionnaire. Il n'y a pas d'autre voie. Si c'est si simple que cela (en apparence seulement bien sûr), alors pourquoi ne parvenons-nous pas à construire le parti ? Pourquoi les uns et les autres cherchent-ils en vain depuis des lustres une autre voie, des raccourcis qui ont toujours conduit à des impasses ou des défaites ?

Parce qu'ils ne s'appuient pas sur les éléments politiquement les plus avancés du prolétariat, ils cherchent à se rallier les classes moyennes, la petites bourgeoisie, l'aristocratie ouvrière gangrenés ou pourris par le réformisme et qui sont objectivement l'arrière-garde du prolétariat, ceux qui ont encore quelque chose à perdre, donc qui bénéficient encore de ressources pour vivre à peu près normalement comme avant, et qui en l'absence de toute perspective politique soutiennent le régime. Sous prétextes qu'il n'existe pas actuellement d'issue pour en finir avec le régime, disons immédiatement ou à court terme, il serait devenu impossible de définir une stratégie révolutionnaire incluant la question du pouvoir et d'y apporter une solution.

On nous dit encore : organisons-nous, construisons un parti, c'est très bien, mais dès qu'on demande pour quoi faire, dans quelle perspective politique, il n'y a pas de réponse sérieuse et cohérente sur le plan politique, on nous parle de tout, de la Sécu, des services publics, des nationalisations, etc., mais la question centrale du pouvoir n'y figure pas. J'en veux pour preuve ce que m'a écrit un militant du PT.

Selon lui, il est faux de dire que le PT ne combat pas pour en finir avec les institutions, qu'il ne propose aucune perspective politique puisqu'il met en avant l'Assemblée constituante souveraine qui répond précisément à cette question. Très bien, et dites-moi : comment parvenez-vous à cette étape ? Quel processus précèdera et conduira à la constitution de cette Assemblée constituante ? Que deviendront entre temps les institutions de la Ve République ? N'existera-t-il pas une situation de double pouvoir dans le pays pendant toute une période ? Si cette Assemblée constituante a une vocation nationale, à partir de quoi sera-t-elle constituée en province, dans chaque département, etc., sur quel organe de pouvoir s'appuiera-t-elle en province ? Peut-on envisager de passer du jour au lendemain du Parlement actuelle à l'Assemblée constituante ? Envisagez-vous que les partis bourgeois soient représentés dans cette Assemblée constituante ? Si c'est le cas, autant la dissoudre dès aujourd'hui ! A toutes ces questions le PT n'apporte absolument aucune réponse.

La seule question à laquelle il répond de façon évasive, concerne le mandat des délégués de l'Assemblée constituante qui reposerait sur les élus des 36 000 communes, élus qui ont pour devoir de respecter et faire respecter les institutions et la constitution de la Ve République, cela tombe bien mal puisqu'il s'agira justement de les abolir. De plus, sachant que la très grande majorité des élus sont des réactionnaires et qu'ils ne seront pas prêts à abandonner les prérogatives que leur octroie la république bourgeoise, il y a fort à parier qu'un très grand nombre d'entre eux refuseront de se plier à l'injonction d'une autorité qu'ils ne reconnaîtront pas. Bref, tout cela n'est pas très sérieux, on baigne en plein aventurisme.

Pire encore, car, pour que le processus révolutionnaire, qui aura à n'en pas douter pour champ de bataille privilégié la capitale où sont concentrées l'ensemble des institutions, se renforce, il faudra qu'il dispose d'un commandement hautement centralisé, et une fois que nous aurons pris le pouvoir à Paris, au lieu de diluer le pouvoir à travers tout le pays qui conduirait à affaiblir la révolution en donnant l'occasion à la réaction organisée en province de lui porter des coups mortels, le premier gouvernement révolutionnaire provisoire devra au contraire concentrer tous les pouvoirs afin de pouvoir prendre les premières mesures politiques qui permettront le développement de la révolution à travers tout le pays ou d'en faciliter le processus pour mieux combattre la résistance de la bourgeoisie qui se sera retranchée dans ses bastions traditionnels en province. Si ce n'est pas le parti qui prend le pouvoir et forme le premier gouvernement révolutionnaire, les braves élus de *tous bords* s'en chargeront, faisons-leur confiance ! Eh oui, dès qu'on s'écarte de la méthode du léninisme, on en vient à imaginer des scénarios dignes d'un roman de Balzac !

Je ne parle même pas de ceux qui mettent en avant le mot d'ordre de gouvernement des partis et des organisations, ils ont 26 ans de retard (ou davantage), il en sont restés aux années qui ont précédé le 10 mai 81, idem sur la nature sociale du PS, l'un n'allant pas sans l'autre d'ailleurs, je ne sais pas si vous l'avez remarqué, mais pas obligatoirement non plus, les illusions ont la peau dure...

Bref, j'essaie de contribuer utilement à faire avancer la discussion, à vous d'en jugez librement, pour reprendre la formule consacrée par de grands *démocrates*.

¹ Cette précision peut paraître mesquine ou passer pour un procès d'intention de ma part, or il n'en est rien. A ma connaissance, les dirigeants syndicaux ne sont pas propriétaires des syndicats et ils ne sont pas inamovibles. Tous les dirigeants du mouvement ouvrier sans exception se croient investis d'une mission quasi-divine qui les autorisent à penser qu'ils pourraient conserver la direction de leurs organisations aussi longtemps qu'ils le souhaitent.

Faire l'amalgame entre les syndicats et les dirigeants syndicaux ou procéder à une identification parfaite entre les uns et les autres, est fort utile pour les tenants du réformiste, car cela leur permet d'interpréter toute critique virulente contre les dirigeants comme une atteinte aux syndicats. Rappelez-vous que ce fut le prétexte qu'avait retenu les dirigeants du PT pour exclure le responsable fédéral de l'Yonne et 26 militants de cette fédération du PT, en 2005.